

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 241 – VENDREDI 16 JANVIER 2015

PÂQUERETTE FLIPPÉE

Les Américains auraient mis au point un détecteur de mensonges automatique.

Vous répondez innocemment aux questions d'un robot.

Et, mine de rien, il analyse le moindre frémissement de votre petite personne

et en déduit que vous lui racontez des histoires ou non.

Ça ne va pas être drôle pour les futures promesses électorales. ●

AGENDA MILITANT

[janvier en ligne](#)

À LIRE

[Les armes de la réflexion contre les violences en paroles et en actes](#)

["Réparons ensemble l'injustice faite à la jeunesse"](#), Luc Besson

["Le choc de l'événement"](#), Gustave Massiah

["Charlie-berté : libérons l'information !"](#),

Syndicats SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes

["Le terme de caricature est inadéquat"](#),

Gérard Mordillat

["Durcir la législation serait tomber dans le piège des terroristes"](#), Françoise Martres

["Se sortir de la guerre et non pas chercher à la gagner"](#), Roger Martelli

["Les discours actuels sur l'immigration sont porteurs d'un racisme postcolonial"](#),

Nicolas Banceli

Construisons la voie émancipatrice, seule réponse aux enjeux actuels !

Après avoir exprimé ensemble, dans un élan populaire historique, notre attachement à des valeurs fondatrices de notre République, la fraternité, la laïcité et la liberté, "l'union sacrée" se révèle pour ce qu'elle est : un mirage. La Marseillaise entonnée dans une ambiance unanime à l'Assemblée Nationale ne saurait masquer la conflictualité politique en germe. Car il n'y a pas de réponse unique et fédératrice pour affronter les défis posés.

La voie sécuritaire, porteuse de mesures liberticides et autoritaires, relayant la théorie du "choc des civilisations", mélangeant de façon plus ou moins assumée islam et djihadisme, marque notre paysage politique. À des degrés divers, le FN, l'UMP et de nombreux éditorialistes emboîtent ce pas effrayant. Manuel Valls a évité l'écueil de s'y engouffrer franchement. Il a rejeté les lois d'exception - soupirs de soulagement dans nos rangs -, mais ses seules propositions concrètes ont concerné le dispositif sécuritaire. Les nouvelles mesures annoncées, s'ajoutant aux quatorze lois antiterroristes précédentes depuis 1986 qui n'ont rien empêché mais bel et bien grignoté nos libertés, comportent des atteintes liberticides contre lesquelles nos voix politiques, sociales et parlementaires devront porter. La poursuite de l'intervention en Irak a dans le même temps été votée par le Parlement, poursuivant une logique de guerre sans fin mortifère. Les mots de la fraternité et de la laïcité ont été trouvés par le Premier Ministre, et c'est heureux. Mais enfin...

Où est l'égalité ? Quelles mesures pour rendre concrète la promesse républicaine ? Quel changement dans notre système carcéral ? Quel dispositif exceptionnel mis en place pour améliorer le "vivre ensemble", dont tout le monde semble s'accorder à dire qu'il est au cœur des enjeux soulevés par ces événements ? La règle d'or et la loi Macron n'ont pas été abandonnées, contrairement aux quartiers populaires et aux jeunes générations. Les services publics et les protections vont continuer leur régime sec, contrairement à la vente d'armes et aux revenus financiers.

La fermeté sécuritaire en actes et la fraternité en mots ne permettront pas de retisser du lien et de faire reculer fanatismes et fascismes. Pour que l'élan des manifestations produise durablement du bon, notre responsabilité est engagée. Et ce n'est pas gagné. Car les réponses simplistes trouvent d'autant plus d'écho que la voie émancipatrice aux enjeux du moment ne se dessine pas avec tranchant et clarté. Gageons qu'une victoire de Syriza en Grèce nous y aidera.

● Clémentine Autain



Dans quel monde vivons-nous ?

Dans quelle société voulons-nous vivre ?

Face à ceux qui annoncent déjà de nouvelles guerres, il ne suffit pas de brandir “la laïcité” et “la République”. Au cœur d’une stratégie politique, la démocratie et l’égalité sont deux exigences qui impliquent de rompre avec les politiques austéritaires en Europe.

L'histoire parfois s'accélère, et tout alors est sur la table. Ce qui nous surprend et parfois nous inquiète, c'est précisément que, pour une fois, la situation politique est ouverte. À présent les questions fusent. On peut les résumer à ces deux là : dans quel monde vivons-nous ? dans quelle société voulons-nous vivre ? Il n'est pas écrit que le peuple s'en remette à la seule logique sécuritaire, mais il est loin d'être acquis qu'il relève la tête et impose des transformations profondes.

Comment en est-on arrivé là ?

Nous avons dans les journaux les histoires personnelles de ces jeunes fanatisés : de longs parcours chaotiques d'enfants sans parents, des parcours institutionnels comme il en existe beaucoup d'autres, la débrouille et la délinquance, l'enfoncement dans des pratiques délictueuses, des occasions perdues d'en sortir, la prison, la rencontre et l'abrutissement par les intégristes radicaux... Voilà de purs «cheminements républicains», si l'on peut dire, dans la mesure où ils n'ont précisément rien d'extraordinaire. Ce sont les produits d'une République à bout de souffle, qui ne tient aucune de ses promesses : quelle liberté ? quelle égalité ? quelle fraternité ? Les fanatiques religieux n'ont eu qu'à les modeler pour en faire des meurtriers.

Et tout s'enchaîne. Qui peut dire qu'il ne savait pas ? Depuis combien de temps ne veut-on pas voir que les quartiers populaires sont abandonnés ? Que le système économique relègue

des populations entières aux marges de l'économie ? Que les discriminations ne peuvent que mener à une culture généralisée du ressentiment, celle-là même qui explique - à côté de la peur - l'absence d'une partie de la population de ces quartiers aux manifestations ? Que la prison est une machine à détruire tout

espoir et à former des récidivistes, qui iront plus loin ? Notre système économique, social, à la démocratie malade, offre aux promoteurs de haine le terrain nécessaire pour en capter certains, former des criminels, destinés à devenir de la chair à fusils d'assaut.

Nous avons sous les yeux le prix de décennies d'indifférence aux inégalités abyssales et aux discriminations de toutes sortes, de politiques publiques détournées de leur sens affiché - ce RSA devenu un symbole de relégation alors qu'il devait, disait-on, “insérer”. Quand les solidarités collectives s'effacent au profit du chacun pour soi, de la concurrence à tout prix, de l'individu égoïste, les haines s'exacerbent. La pénalisation de la

pauvreté et les “prisons de la misère” font une bonne part du travail nécessaire au renforcement des obscurantismes - plus ou moins mous, plus ou moins radicaux. Enfin, le cynisme du monde politique, son complet décalage avec la société, mais aussi l'incapacité à faire émerger une autre conception et d'autres pratiques de la politique viennent conforter ces mouvements. Cela n'excuse rien ? Cela n'excuse rien, mais cela

Les parcours de ces jeunes sont de purs “cheminements républicains”. Ce sont les produits d'une République à bout de souffle, qui ne tient aucune de ses promesses : quelle liberté ? quelle égalité ? quelle fraternité ? Les fanatiques religieux n'ont eu qu'à les modeler pour en faire des meurtriers.

explique et cela permet de comprendre et de se demander comment faire pour cela ne recommence pas.

De quoi l'union nationale est-elle le nom ?

Voyons la puissance et les limites de la mobilisation. D'un côté, le peuple se lève, comme l'a écrit *L'Humanité* au lendemain de l'immense manifestation du 10 janvier. C'est-à-dire que des personnes de tous horizons, de toutes sensibilités ont afflué et se sont mêlées, porteuses de solidarité dans une épreuve intime et collective à la fois. Ceux qui psychologisent le sujet, par exemple pour constater que les indignations populaires sont sélectives, ou pour réaliser un bilan comptable comparé du nombre de morts dans différentes catastrophes - minimisant de fait ce qui nous accable aujourd'hui tout en nous culpabilisant de notre accablement -, devraient s'intéresser à ce qu'est un événement (et non un produit mécanique de l'histoire).

Face au terrorisme et à la haine, la démocratie et l'égalité

Si l'UMP et le Front national sont engagés dans une surenchère sécuritaire, Manuel Valls y adjoint un volet laïcité et un volet éducation, au nom de la prévention. Présentées comme des solutions globales, ces approches refusent en réalité d'affronter les causes du terrorisme d'un nouveau genre qu'ont annoncé les crimes des 7, 8 et 9 janvier. Elles n'affrontent en rien le fait que, depuis des années, un certain ordre mondial et des phénomènes très avancés de délitement social fabriquent du ressentiment, de la haine... et des guerriers.

Pour combattre le terrorisme, au-delà de mesures de sécurité qui ne doivent pas dilapider les libertés, il faut faire face à ces causes. Il est nécessaire de concevoir un autre rôle de la France au niveau mondial, de redéployer des politiques publiques - économiques, sociales, éducatives, culturelles... - et aussi de rompre avec les dérives anti-démocratiques de l'Union européenne. Cela implique tout particulièrement de mettre en cause les politiques d'austérité en général, et non comme le propose Marine Le Pen seulement celles concernant la police et l'armée. Et cela nécessite que les stratégies politiques des partisans de l'émancipation changent pour mettre au coeur de leur projet la lutte contre toutes les discriminations, toutes les relégations. C'est l'articulation de ces dimensions, plutôt que la focalisation sur tel ou tel de ces enjeux cruciaux, qui peut faire globalement sens, ce dont nous avons tant besoin pour faire société.

G.A.

Le problème est qu'il ne s'agit pas de sauter comme des cabris en disant : « *La République, la République, la République !* » ou « *L'union, l'union, l'union !* ». Car, d'un autre côté, l'union nationale est un masque derrière lequel les dirigeants politiques tentent d'instrumentaliser la peur pour que ne soit pas posée la question de leurs responsabilités dans la situation présente : quels sont leurs bilans face aux injustices et aux inégalités ?

Au total, l'unité peut être une extraordinaire dynamique solidaire avec toutes les victimes de la haine de la démocratie et de la liberté, de l'antisémitisme, incluant comme lors des manifestations du 7 et du 10 le refus de l'amalgame islamophobe... Cependant, il s'agit désormais qu'elle ne soit pas le prétexte à refermer le couvercle des débats engagés (pour que tout puisse continuer comme avant).

De quoi l'union internationale est-elle le nom ?

À côté de la manifestation du peuple, celle des élites internationales fut une scandaleuse mise en scène, où l'hypocrisie le dispute au cynisme. Nous avons là, d'abord, au premier plan, des faucons israéliens, des monarchies archaïques où les femmes ne sont toujours pas des citoyennes, voire des régimes complices du terrorisme islamique (tel le Qatar). Cela nous a rappelé les photos de l'amitié de Sarkozy avec Kadhafi, et les affaires dans lesquelles trempe jusqu'au cou l'ancien président directeur général de la France. En outre, comment a-t-il été possible que Benjamin Netanyahu réitère en France son appel à quitter le pays ? C'est une humiliation de trop.

Nous avons là aussi les promoteurs de l'austérité en Europe, c'est-à-dire ceux-là même qui privent nos sociétés des politiques éducatives, économiques, sociales, culturelles des moyens dont elles ont besoin pour fabriquer du Vivre ensemble. À quelques semaines des élections en Grèce, ils ne daignent pas, jusqu'à présent, ouvrir un débat sur ce qui nourrit le terrorisme et les moyens d'y faire face.

Sommes-nous en guerre ou sommes-nous en démocratie ?

La ligne d'affrontement est déjà limpide. D'un côté, celle de l'UMP radicalisée en faveur d'un énième tournant sécuritaire et guerrier, en concurrence avec le FN - et la peine de mort de Marine Le Pen. Il ne sera question que de mesures militaires et policières, de guerre... C'est la ligne du *Patriot Act* américain, dont aucune analyse critique n'est faite par les principales chaînes télévisées. Du côté du gouvernement et de la direction du Parti socialiste, on y adjointra quelques lois pour soi-disant « renforcer la laïcité » ou « soutenir les enseignants ». Mais tous ceux-là excluent une interrogation sincère et globale sur les causes. De telles orientations, au total, renforceront

les stigmatisations, les oppositions, prétendront construire des barrières aux frontières (nationales et-ou intérieures), maintiendront des rapports incestueux avec des régimes d'oppression.

Ils s'étonneront de nouveaux attentats et, malgré l'inefficacité de leurs politiques mises en œuvre de nombreuses années, ils iront de surenchères sécuritaires en politiques répressives. Or, cette ligne renforce les djihadistes qui, précisément, veulent la guerre.

À l'opposé d'une telle approche, un mouvement de la société en faveur de la démocratie, de l'égalité, des li-

bertés et de la fraternité. Il interroge les dynamiques à l'œuvre, notamment la production sociale de la violence. Il considère que la meilleure réponse à la situation de crise que nous vivons est de réinventer la démocratie, de promouvoir l'égalité, de soutenir l'éducation, de renforcer la solidarité, de faire confiance aux jeunes et de leur donner les moyens de s'épanouir. Soulignons ici que personne ne devrait ignorer que la crise démocratique dans laquelle nous sommes, du fait de la volonté des élites libérales d'imposer aux peuples le modèle austéritaire, se prolonge dans des phénomènes de corruption de plus en plus inquiétants. C'est une raison de plus pour ne pas défendre béatement le système institutionnel actuel, mais pour envisager son dépassement.

Cette conception alternative n'ignore pas le registre de la sécurité. D'abord, elle inclut la lutte

Dans la manifestation des élites internationales, nous avons des faucons israéliens, des monarchies archaïques, voire des régimes complices du terrorisme. Et nous avons les promoteurs de l'austérité, qui privent nos sociétés des politiques dont elles ont besoin pour fabriquer du Vivre ensemble.

Il faut un mouvement de la société en faveur de la démocratie et de l'égalité, qui interroge la production sociale de la violence et porte des politiques de transformation du monde. Cela inclut le registre de la sécurité, mais pas sous la forme d'une surenchère sécuritaire et liberticide.

contre les filières de recrutement terroristes et elle poursuit les criminels. Ensuite, elle transforme radicalement les politiques pénitentiaires (au lieu de s'en tenir seulement à l'objectif illusoire d'isolement des radicaux). Enfin, dans ce même registre, elle met en cause les complicités économiques et politiques avec les régimes qui soutiennent le terrorisme ; elle porte l'idée d'une transformation et du renforcement du rôle de l'ONU, qui devrait être à la fois une institution mondiale dédiée à la paix et au développement durable, et un acteur du soutien aux mouvements populaires pour l'égalité et la liberté.

Faire de la politique ?

La politique politicienne a, espérons-le, moins d'espace aujourd'hui qu'avant le 7 janvier. D'ailleurs, nous ressentons positivement la crainte des récupérations, même si nous nous sentons injustement visés lorsqu'on nous reproche, même gentiment, de manifester pour la liberté d'expression... en nous exprimant. Quoi qu'il en soit, au silence de l'hommage aux victimes doit succéder la confrontation d'idées, c'est-à-dire l'expression vivante de la démocratie.

Bref, nous n'aurons de cesse d'interroger : dans quelle société voulons-nous vivre ? Les réponses à cette question déterminent notre engagement. Nous voulons ce dont les terroristes et les adversaires de l'émancipation ne veulent pas. Nous ne sommes pas en guerre et il faut en finir avec l'esprit de guerre qui renforce le terrorisme au lieu d'affronter les problèmes du monde. Nous voulons de la démocratie et de la liberté. Nous voulons de l'égalité et de la fraternité. De la paix. De l'émancipation.



● Gilles Alfonsi

Quelle stratégie politique face aux mutations du racisme ?

Initié en décembre 2014, avant donc les actes criminels des 7 et 9 janvier, ce dossier n'en a depuis que davantage gagné en nécessité. À partir de leurs engagements professionnels, de leurs expériences et vécus militants, les auteurs - Eric Fassin, Nadia Louachi, Saïd Bouamama, Farid Benaï et Serge Guichard - abordent les enjeux actuels de la lutte contre le racisme et les impasses des approches classiques de la gauche, proposent des pistes pour en finir avec les approches et les pratiques qui, en définitive, servent les adversaires de l'émancipation.

Eric Fassin évoque ici les évolutions du racisme au cours du temps, Nadia Louachi celle de la politique de la ville et du logement, au cœur de la "relégation" sociale et politique des "indésirables". Saïd Bouamama et Farid Benaï, qui a recueilli les contributions de ce dossier, s'attachent aux enjeux de stratégies pour une parole et une action politiques sur ces questions. Serge Guichard le fait aussi, à travers son regard sur ce "jour d'hier", le jour de la manifestation du 10 janvier. Ces sujets mériteront bien des confrontations de points de vue et des cheminements pour produire des effets d'émancipation.

Les trois âges de l'antiracisme¹

On voudrait croire que le racisme appartient au passé ; pourtant, il reste bien présent. Quand on pense s'en débarrasser, il revient toujours. Mais cet éternel retour est trompeur : l'histoire qui se répète n'est jamais la même. À chaque époque, le racisme montre un visage renouvelé. L'antiracisme doit donc s'adapter à ces mutations historiques.

Après le nazisme, on espérait abolir le racisme en bannissant le mot "race". Pourtant, ce qu'on avait chassé par la porte biologique est bientôt revenu par la fenêtre de la culture. Après la Nouvelle Droite des années 1970, le Front national a montré qu'il n'était pas besoin de parler de race pour être raciste : il suffisait de renvoyer les immigrés dans l'altérité culturelle.

Au cours des années 1980, l'antiracisme en a tiré la leçon : loin de célébrer la différence culturelle, on a exalté l'universalisme républicain, réputé aveugle aux différences - au risque d'oublier les critiques du marxisme contre une citoyenneté abstraite : les libertés formelles cachent mal les inégalités réelles entre les classes. Ainsi, en 1989, au moment de momifier la Révolution française pour renoncer à sortir du capitalisme, la République récusait tout multiculturalisme.

On allait vite découvrir qu'il y a loin des principes à la réalité. L'égalité proclamée est démentie par l'expérience d'étrangers, mais aussi de Français qu'on s'obstine ●●●

¹ Eric Fassin, sociologue, université Paris-8 Vincennes – Saint-Denis, membre du collectif Cette France-là, notamment co-auteur de *Roms & riverains. Une politique municipale de la race* (La Fabrique, 2014) ; auteur de *Démocratie précaire. Chroniques de la déraison d'État* (La Découverte, 2012) et *Gauche : l'avenir d'une désillusion* (Textuel, 2014).

●●● à dire "issus de l'immigration" : c'est remplacer le contrat dreyfusard par la racine en opposant aux citoyens "de souche" ceux qu'on assigne à une "origine étrangère". En tolérant que les discriminations au quotidien distinguent entre les Français en raison de leur origine, la République se révèle aveugle à la race, mais aussi au racisme.

Si le premier âge de l'antiracisme s'était défini contre les idéologies racistes, son deuxième âge allait donc mettre l'accent, à partir des années 1990, sur la lutte contre les discriminations. Alors que le discours républicain renvoie les différences au communautarisme, l'antiracisme a porté au jour, au-delà des intentions racistes, des discriminations raciales systémiques : celles-ci assignent structurellement les populations racisées à une identité supposée différente tout en leur reprochant la ghettoïsation qu'elles subissent. Désormais, la critique portait moins sur l'idéologie affichée que sur le décalage hypocrite entre valeurs et pratiques.

Or, dans les années 2000, avec Nicolas Sarkozy, le racisme politique ne se cache plus. En 2007, le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale annonçait

ainsi la politique de stigmatisation lancée contre les immigrés et leurs descendants, puis contre les Musulmans. C'était revendiquer une suspicion *a priori* contre ceux (et celles, avec le voile islamique) à qui l'on demande éternellement de s'intégrer.

« ... pourquoi s'acharner à produire une différence prétendument culturelle qui attise le racisme et les discriminations ? C'est l'envers des politiques économiques (...) : les boucs-émissaires servent à en distraire et à diviser les classes populaires. »

Certes, après le discours de Grenoble de 2010, et les Roms pourchassés de squats en bidonvilles, on croyait avoir affaire à une dérive droitière. Mais

le changement de président n'a rien changé : sous François Hollande, on renvoie pareillement ces populations européennes à leur "vocation", soit à une culture irréductiblement étrangère, forcément "en confrontation" avec la nôtre. Ce qu'il faut bien appeler une "politique de la race" invoque une altérité radicale dont elle s'autorise en retour pour traiter les Roms comme s'ils étaient radicalement autres.

Mais pourquoi s'acharner à produire une différence prétendument culturelle qui attise le racisme et les discriminations ? C'est l'envers des politiques économiques menées par les majorités successives : les boucs-émissaires servent à en distraire et à diviser les classes populaires en faisant miroiter la valeur (illusoire) de la "blanchité" contre des "vauriens" racisés. Ces politiques néolibérales de racialisation légitiment les idéologies de partis racistes et les pratiques sociales discriminatoires : le troisième âge de l'antiracisme ne saurait donc faire l'économie de ce combat nouveau.



● Éric Fassin

Politique de la ville et racialisation¹

À la fin des années 50, pour répondre à la crise du logement des ouvriers, des habitants des bidonvilles, de l'habitat insalubre, des rapatriés d'Algérie et de la main-d'œuvre immigrée des grandes industries, l'État colonial et les pouvoirs publics construisent de «grands ensembles» d'habitat social.

Alors que les premiers résidents quittent ces quartiers pour accéder à

la propriété, d'autres sont frappés de plein fouet par les chocs pétroliers successifs et son lot de traitements inégalitaires : chômage, discrimination à l'emploi, stigmatisation des cultes, accès au rabais à l'éducation, la santé, la formation, la culture, double peine, contrôle au faciès, violence policière, sécuritaire, etc.

Dès 1973, on parle de « *lutter contre la ségrégation sociale* » en mettant fin

à la construction de logements de plus de 500 unités. Cette ségrégation entre population pauvre immigrée post-coloniale et population riche des centres villes marque une ségrégation éducative et raciale.

Le rapport Pierrefitte *Réponse à la violence* trace la première étape des lois sécuritaires, tout comme le programme *Habitat et vie sociale* marque le premier plan banlieue. ●●●

1. Nadia Louachi a été membre du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), puis du Forum social des quartiers populaires (FSQP), est signataire de l'appel Contre les politiques de racialisation, reprenons l'initiative ! Voir *Cerises* n° 234, 14/11/2014 : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4671>.

●●● Les dispositifs et les gouvernements se succèdent, avec leur lot de recettes miracles et de sigles : politique de la ville, rénovation urbaine, cohésion sociale, Plan Borloo, loi pour l'égalité des chances, plan espoir banlieue, DSQ, CNPD, ZUS, ZRU, ZF, ANRU, CUCS, ANRU 2.

Les habitants des quartiers dits «sensibles» deviennent une population à problèmes¹, responsables de tous les maux de la société, justifiant de la part des pouvoirs publics une gestion d'exception sous l'angle de "l'urgence" dont la prise en charge, confiée à la police et à la Justice, assigne à une place d'ennemi intérieur. L'aspect punitif est abordé de façon collective (couvre feu, ratonnade). Cette gestion coloniale des quartiers institutionnalise la substitution au racisme biologique d'un racisme culturel (je pense et je suis même sûr que c'est plutôt : la substitution au racisme biologique d'un racisme culturel – cela va dans le même sens que Fassin) où chacun reste à sa place.

Les révoltes urbaines rythment son édification. Liée intimement au développement des politiques sécuritaires, la politique de la ville fait naître sur le terrain des pratiques racialisantes des forces de l'ordre : *avis de recherche avec caractéristique "R.N." - "race noire" - pourtant interdit, «sans-papiers» soupçonnés d'action illégale et traqués sur la base de contrôle au faciès, interpellés, tout comme les habitants des cités, en fonction de la couleur de peau et/ou de leur*

on apparence vestimentaire, mais aussi des violences policières, du racisme, des discriminations, de l'islamophobie, de la Rromophobie.

Les discours politico-médiatiques - Discours de Dakar, par exemple -, forgent une image racialisée des habitants : fille/femme voilée "soumise", "victime" portant atteinte à la laïcité et à l'identité nationale ; jeune de banlieue "casseur", "dealer", "racaille", puis "musulman",

« Dans sa volonté de marginaliser et d'exclure des "populations à problèmes", la politique de la ville initie (...) des logiques dépassées selon laquelle le "bâti" va résoudre et gérer comme par miracle, les questions sociales, économiques et politiques. »

"intégriste", "dijhadiste" qui "s'atomise" dans l'image de "l'Arabe", du "Noir", du "sans-papiers", "Gitan", et "Rrom", le tout peaufiné à coup de slogans assassins sur : "les sauvageons", "les barbares des cités", "le karcher", "l'irresponsabilité parentale", "les zones de non-droit".

La mise en place de l'Agence nationale de rénovation urbaine marque un tournant que la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité

nationale institutionnalise et normalise dans l'injonction de "civiliser" les "barbares" mis en opposition constante aux lois "républicaines" et à "l'identité nationale".

Dans sa volonté de marginaliser et d'exclure des "populations à problèmes", la politique de la ville initie - comme par le passé - des logiques dépassées selon laquelle le "bâti" - construction / destruction d'immeubles - va résoudre et gérer comme par miracle, les questions sociales, économiques et politiques qu'elle efface.

Aujourd'hui, l'ambition est d'y faire résider les classes moyennes et supérieures, dont le développement de l'offre culturelle, par les collectivités territoriales, se conçoit comme "fer de lance" de cette politique. Quant à la vidéosurveillance, elle est censée les rassurer.

La notion de "mixité sociale" marginalise, exclut, expulse, bannit les "indésirables" dans de nouvelle zone de relégation sociale.

Cet *Apartheid* urbain ne se cantonne pas uniquement aux problématiques de logement, elle touche, par voie de fait, l'éducation, l'aménagement urbain, les questions de participation et de démocratie locale, et présage la pérennité des mêmes difficultés d'accès aux droits, à la dignité et à l'égalité de traitement des pauvres et des minorités.

Reprenons l'initiative.



● Nadia Louachi

1. La politique de zonage identifie la population : immigré/descendant, jeune, locataire HLM, monoparentale, chômage.

Les nouveaux visages du racisme et les enjeux militants qu'ils posent¹

Le racisme est comme tous les rapports sociaux de domination à la fois invariant et en mutation permanente. Invariant dans ses fonctions sociales et dans ses effets sur les racisés, il est en mutation dans les visages qu'il prend, dans les cibles qu'il priorise, dans les arguments qu'il met en avant. Les mutations du racisme visent justement à maintenir son efficacité dans ses fonctions et sur ses cibles. Avec l'islamophobie, la Rromophobie et la négrophobie nous sommes, selon moi, dans l'émergence d'un nouvel "âge du racisme" dont une des caractéristiques importantes est le déploiement d'une "politique de la race", c'est-à-dire d'une racialisation "par en haut" (par les discours et les politiques publiques) de plus en plus assumée.

Cette politique de la race a existé dans le passé mais avait peu à peu reculé au fur et à mesure des luttes sociales pour l'égalité des droits. Hégémonique à l'époque coloniale, la politique de la race a reflué fortement du fait de coups de butoir convergents : du discrédit idéologique lié aux décolonisations, des luttes des racisés pour leurs droits et de la mobilisation du mouvement antiraciste. Son retour rapide aujourd'hui marque le recul du rapport des forces en défaveur des dominés dans notre pays.

La loi sur le foulard de 2004 est à cet égard un événement et une date charnière marquant ce basculement. Pour la première fois depuis longtemps, l'État assume explicitement une politique d'exception en direction d'une population caractérisée par une appartenance religieuse. Après avoir connu le visage du racisme

biologique puis du culturalisme, le racisme prend désormais comme un de ses visages une hiérarchisation des hommes et des droits en fonction d'un signe vestimentaire à signification religieuse.

Ce nouveau visage du racisme ne remplace pas les précédents mais se cumule à eux. En témoigne le développement de la Rromophobie et de la négrophobie, dont l'essentiel des arguments est de nature culturaliste. L'une comme l'autre sont encouragées "par en haut" par les

« Le seuil qualitatif nouveau appelle à une véritable refondation de l'antiracisme mettant la lutte contre les discriminations systémiques au centre de son combat, s'appuyant et s'alliant avec les premiers concernés. »

plus importants responsables de l'État et relayées par les discours médiatiques. Concernant la négrophobie, rappelons-nous qu'en novembre 2005 (dans la même période historique que la loi sur le foulard), un ministre prétend expliquer les révoltes des quartiers populaires par la polygamie des familles africaines, qu'en juillet 2007 le Président Sarkozy commet son fameux discours de Dakar et que la même année en février, il tient les propos suivants : « *Pourquoi a-t-on plus de problèmes avec les enfants*

originaires d'Afrique qu'avec ceux originaires du Maghreb ? Faut réfléchir à ça ! Pourquoi ? Eh bien, mon explication, c'est que la famille maghrébine a mieux tenu que la famille africaine. »

Avec la Rromophobie la politique de la race se déploie sans entrave comme en témoignent les propos tristement célèbres de Manuel Valls alors ministre de l'Intérieur. C'est également avec les Rroms que la politique de la race s'est déployée dans des politiques municipales, multipliant ce faisant ses effets destructeurs. Le démantèlement permanent des "camps Rroms" sans aucune proposition de relogement, le refus de ramasser les ordures ou de scolariser les enfants, le choix des réponses répressives face à la "plainte des riverains", les promesses électorales de "fermeté contre les camps de Rroms", etc., font de certaines municipalités, y compris à gauche, des actrices de cette politique de la race.

Ne pas prendre en compte ces mutations des visages du racisme revient pour le mieux à être impuissant face à leurs développements et pour le pire à en devenir les complices involontaires. L'entrée dans le vocabulaire de certaines organisations antiracistes de l'expression "racisme anti-blanc" est un révélateur de ce décalage entre le logiciel antiraciste dominant et les nouveaux visages du racisme. Cette expression confond les réactions individuelles et un processus social et institutionnel, inverse les causes et les conséquences, amalgame des réalités aux fondements et aux fonctions différents, dépolitise la question du racisme en le limitant à un problème de relation sociale. Il en est de même ●●●

1. Saïd Bouamama est sociologue et militant antiraciste, a été l'un des initiateurs du Parti des indigènes de la République (PIR). Il est, avec le chanteur Saïdou du groupe ZEP, attaqué en justice depuis 2012, pour « injure publique » et « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence » par l'Alliance générale contre le racisme et pour la défense de l'identité française et chrétienne (Agrif) suite à la sortie de leur livre et de l'album *Nique la France. Devoir d'insolence*. Comparution le 20 janvier au TGI de Paris.

●●● pour la loi sur le foulard qui a bénéficié de l'approbation ou du silence d'une partie du mouvement antiraciste au prétexte de "défense de la laïcité" ou du "droit des femmes".

Le seuil qualitatif nouveau que nous avons appelé "politique de la race" (peu

importe le nom) appelle à une véritable refondation de l'antiracisme s'attaquant aux nouvelles formes prises par le racisme, refusant les logiques intégrationnistes, mettant la lutte contre les discriminations systémiques au centre de son combat, s'appuyant et s'alliant avec les premiers concernés, etc. Sans cet anti-

racisme politique, les marais de l'antiracisme moral continueront à forger notre impuissance.

Il est temps de reprendre l'initiative.



● Saïd Bouamama

Pour ne pas en rester là

L'appel Reprenons l'Initiative part, de mon point de vue de militant antiraciste, membre de l'ASEFRR¹, de l'observation et du constat simple que de nombreuses citoyennes et nombreux citoyens s'organisent collectivement pour l'égalité des droits et contre le racisme, de la solidarité avec la résistance des minorités Roms, "musulmanes", du traitement politique et policier des jeunes et moins jeunes, Noirs et Arabes habitant les quartiers populaires.

Et ce, en opposition à la violence de politiques publiques, de droite comme de «gauche», et des discours qui se livrent, comme à chaque élection, à une surenchère dramatique, ajoutant au racisme biologique le racisme culturel, sur le dos des Roms, des musulmans, des immigrés, de leurs enfants et de leurs petits enfants, à qui l'on enjoint de "s'intégrer" à une société dont ils sont pourtant déjà partie prenante, et qui les rejette.

L'existence d'une parole publique, politique, médiatique, stigmatisant telle ou telle partie de la population en raison de sa culture, de sa religion, de sa prétendue "non-intégrabilité" est une autorisation, voire un encouragement, au passage à l'acte violent.

La loi sur le foulard, par exemple, a signifié une hausse des violences islamophobes.

De même, les discours de Valls sur la non intégrabilité des Roms se sont traduits par des agressions concrètes.

« ... la perspective politique est encore largement entravée par deux verrous de la pensée de gauche qui segmentent les classes populaires : la hiérarchisation des luttes conduisant à considérer le combat antiraciste comme subalterne ; le refus de prendre en compte la question raciale comme étant un mode de gestion du rapport de classes par la classe dominante. »

Après l'esclavagisme, le colonialisme, le nazisme, l'*Apartheid* et la Palestine, comment et pourquoi en sommes-nous toujours là, et dans l'incapacité de construire un front de ceux qui devraient être unis pour en finir avec les politiques de racialisation ? Que signifie l'absence

des organisations de gauche de transformation qui continuent de parler de lutte contre le racisme de temps à autre sans jamais le nommer ?

Face à ce rouleau compresseur, cette machinerie infernale qu'est cette politique de race et des réalités concrètes humaines qu'elle produit, ces mêmes collectifs militants se retrouvent, le plus souvent, dans l'impasse, l'essoufflement et finalement l'isolement.

L'offensive doit pouvoir s'organiser pour être à la mesure des réalités pour les transformer, encore faut-il les nommer.

Cela passe par rompre l'isolement à travers la constitution d'un réseau qui pourrait agréger militants, associations, syndicats, partis politiques, pour mener des campagnes coordonnées nationales, par le décloisonnement des espaces organisés et la convergence de militant-e-s issu-e-s de trajectoires et de milieux sociaux divers.

Dans une perspective de renforcement et d'élargissement de la lutte, il faut :

- poser à cet effet les premiers jalons, en vue de rendez-vous locaux et nationaux (des forums contre les politiques de racialisation) dans le cadre d'un front uni, populaire, ouvert ;
- prendre appui sur la sensibilité et l'expérience militantes des collectifs/associations, citoyen-e-s pour penser ●●●

1. Association Solidarité Essonne Familles Roumaines et Roms.

●●● ensemble la question de la perspective politique.

Or, celle-ci est encore largement entravée par deux verrous de la pensée de gauche qui segmentent les classes populaires :

- la hiérarchisation des luttes conduisant à considérer le combat antiraciste comme subalterne,
- le refus de prendre en compte la question raciale comme étant un mode de gestion du rapport de classes par la classe dominante.

Prendre en compte ces verrous de la pensée, c'est avancer vers la nécessaire

coordination pour faire poids, relancer une dynamique nationale pour agir ensemble au travers de l'organisation de campagnes. Il s'agit de multiplier les espaces pour débattre et agir politiquement - cette socialisation permettant une appropriation et un renforcement les plus larges.

Ce n'est qu'en rompant concrètement avec les restes persistants d'une idéologie coloniale, trop souvent drapée sous les dehors du discours républicain, que l'on peut éviter une césure radicale de la population.

Et ce n'est qu'en assumant concrètement la réalité du racisme systémique,

c'est-à-dire au-delà des idéologies racistes, des discriminations au quotidien, du racisme institutionnel.

Les énergies de ces populations ne seront pas mobilisées pour la défense de politiques qui ne prennent pas en compte les revendications spécifiques de leurs luttes.

Quand il y a une volonté, il y a un chemin, reprenons l'initiative ensemble !



● Farid Bennaï

Nous y voilà !

Nous y voilà ! Ce sont les lendemains, les jours du "lendemain" qui, le jour même de la grande marche, suscitaient déjà l'interrogation : "quelles suites" ?

Quelles suites ? Mais le jour d'hier nous dit tant de choses que nous ne pouvons plus continuer à marcher dans nos lendemains sans nous attarder sur ce jour d'hier.

Ce jour d'hier qui me laisse un goût de spleen.

Ce jour d'hier si plein de promesses et de risques d'impasses. Ce jour d'hier si magnifiquement déterminé et vivant, dans sa marche, son refus du racisme, de l'antisémitisme, mais ignorant les dégâts, commis depuis des années, par l'islamophobie, la négrophobie, la romophobie, les politiques de la race.

Ce jour d'hier, celui d'une partie du peuple, si plein d'espoir et d'impensés de son Histoire, celle de l'esclavage et de la colonisation notamment.

Ce jour d'hier si plein de liberté, de soif de liberté, d'exigence de droit et de respect des libertés, magnifique, et si loin de l'égalité, au point d'oublier, souvent, trop souvent de proclamer le mot "Égalité" à équivalence avec "Liberté et Fraternité".

Ce jour d'hier, celui d'un peuple si heureux que les autres peuples du monde le saluent, et si peu prompt à penser, avec sa propre peine, les peines des autres peuples. Celles des combattants de Kobané, celles des victimes de Daesh, celles des victimes de Boko Haram, celles des victimes des groupes nazis ukrainiens soutenus par le gouvernement ukrainien.

Ce jour où cette immense foule, meurtrie dans sa chair et ses idéaux, semblait croire, préférer croire, que ce qui lui arrive lui tombe du ciel et ne peut être un produit social, politique. Ce jour d'hier où les souffrances infligées aux Roms semblaient évanouies, où leur évocation semblait une tache, à ignorer, sur le décor de l'union nationale.

Ce jour d'hier où les attaques contre des mosquées étaient à peine connues, à peine évoquées comme un tweet éphémère.

Ce jour d'hier où un peuple se croit "le peuple" quand il n'est qu'une partie du peuple.

Ce jour d'hier qui montre combien ce peuple qui aime les idéaux politiques, se fourvoie dans son rejet de la politique tout en se cherchant comme peuple politique.

Ce jour d'hier qui montre que ce peuple peut, enfin, sortir de son universalisme auto-centré, qui n'est plus qu'un crayon effaceur de la réalité du peuple et du monde, et donc de notre propre réalité, sociale, culturelle, historique, pour trouver cet autre universalisme tant et tant chanté par des poètes. Ce jour d'hier où j'ai vu des femmes venir dire timidement, presque au détour, "je suis nigérienne", "je suis palestinienne", "je suis musulmane". Ce jour d'hier ●●●

●●● où ces femmes montraient encore et encore, avec bonheur, qu'elles rejettent les logiques d'affrontement, mais étaient craintives de l'accueil. Et pourtant, si souriantes, quand on leur disait simplement "bravo mesdames !"

Oui, elles en avaient besoin, elles qui, avec leur foulard ou pas, doivent se débattre dans le réel de leurs vies, dans le réel du peuple.

Quand une partie du peuple, qui se croit le peuple, peine à les écouter, à comprendre toutes les douleurs, tous les cris, tous les espoirs et hargne de la désespérance venant de l'ensemble du peuple.

Quand cette partie du peuple, qui se croit le peuple, accepte de nier ses propres luttes sociales, politiques, humaines, en ne parlant pas des sensibilités qui s'expriment dans tous les points cardinaux de la ville mais les isole, les relègue dans son lexique des "quartiers sensibles", en acceptant les mots, les stigmates des pensées ségréguatives, en ne comprenant pas encore, pas assez, qu'en fait, c'est lui qui, dans ces stigmatisations et racismes, est méprisé, fragmenté, neutralisé, en tant que peuple politique. Alors qu'il aspire si profondément, si sincèrement, mais aussi si confusément à la justice sociale.

Ces jours, d'hier et d'aujourd'hui, qui démontrent si facilement que les appels au silence, les appels à la neutralité, à légiférer sur la guerre, le sécuritaire, contre la démocratie au nom de la sécurité, contre le vivre ensemble, ces appels à

« Ces jours, d'hier et d'aujourd'hui, démontrent que les appels au silence, à la neutralité, à légiférer sur la guerre, le sécuritaire, contre la démocratie au nom de la sécurité, contre le vivre ensemble, ces appels à la neutralité-neutralisation, au nom d'une fausse laïcité, peuvent être bousculés, pourvu que nous le voulions... »

la neutralité-neutralisation, au nom d'une fausse laïcité, à légiférer la précarité, à légiférer l'inégalité au nom de la compétitivité, peuvent être bousculés, pourvu que nous le voulions...

Pourvu que nous nous organisions POUR...

Pourvu que nous décidions d'agir ensemble contre les politiques de classe et de la race.

Ce jour d'hier et ces jours d'après qui frissonnent de nos craintes, de nos espoirs, nous disent que, si même les contestations des politiques suivies se complaisent à des joutes dans la sphère de la politique des initiés, dans le cénacle des révolutionnaires, dans des cercles de divisions permanentes en lieu et place de la révolution permanente, alors nos lendemains ne seront que frissons.

Tant que, par exemple, nous en serons à nous déchirer pour savoir s'il fallait aller marcher ou pas, pour juger selon la décision du niveau d'engagement révolutionnaire de l'autre, niant pratiquement ce qui fait nos engagements communs, alors, oui, les récupérations et dévoilements garderont l'initiative.

Oui, comme nous le disons dans cet appel, pensé, écrit, avant le jour d'hier, et même avant le jour d'avant, il est temps, il est grand temps... REPRENONS L'INITIATIVE !



● Serge Guichard
Dossier mis en forme par **Cerises**

Penser dans le fracas

J'admire et j'envie celles et ceux qui peuvent parler d'autre chose. Et j'admire et j'envie celles et ceux qui réussissent, à propos des événements telluriques de la semaine dernière, à écrire quatre phrases cohérentes. Ceci vaut avertissement : que l'on ne s'attende pas ici à voir parler d'autre chose. Mais qu'on ne s'attende pas non plus à lire une analyse imposante ou sophistiquée de ces événements : le massacre terroriste de la rédaction de *Charlie-Hebdo*, celui du surlendemain dans une épicerie cachère, et l'immense rassemblement de dimanche, qui traduit sans doute bien des choses, mais surtout l'immense émotion suscitée par ces crimes.

On disait parfois, jusqu'au matin du mercredi 7 janvier, que nous nous trouvions dans la pire période politique que les forces progressistes aient pu connaître, peut-être depuis le Second Empire. C'est peu dire qu'elle est aujourd'hui bien pire. Il est difficile de faire de la politique quand un peuple entier est submergé par l'émotion. Même et peut-être surtout quand il s'agit d'une émotion légitime. Car il y a là un écran à toute pensée critique. Un écran d'unanimité qui ne demande qu'à se transformer en chape de plomb.

Il y avait une chanson aux grandes heures de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis. «*We Shall Overcome*» : Nous nous en sortirons. Chantée dans les meetings et les défilés, elle avait acquis ici ou là de nouveaux couplets. Pete Seeger aimait tout particulièrement l'un d'entre eux, né dans l'Alabama ou le Mississippi où des militants avaient été assassinés, et dont il estimait immense la portée politique. Ce couplet disait simplement : Nous n'avons pas peur ! Mais dans une de ses interprétations publiques de cette chanson, Joan Baez avait ironisé, ponctuant ce couplet d'un sombre et tragique « *ha ha* », comme si ne pas avoir peur était une

posture. La peur est bien sûr mauvaise conseillère. Le problème est que l'on n'a pas nécessairement le choix. Les militantes et militants de l'émancipation ont toutes les bonnes raisons d'avoir peur.

Pourtant, l'urgence est assurément de soulever la chape de plomb. Elle est de faire de la politique. Pas seulement pour trouver le moyen d'éviter la catastrophe qui consisterait en une réponse raciste à l'événement, comme d'une réponse en termes d'unité nationale, qui ferait oublier qui sont nos ennemis, qui sont par les politiques qu'ils mènent les responsables réels de ce qui vient de se passer. Nous avons eu en France un 11 septembre à notre façon. Mais les terroristes ne sont pas venus du bout du monde. Ils représentent la dérive finale d'un phénomène endogène. Enfants de l'Assistance Publique, ayant grandi dans les quartiers défavorisés de nos villes, ils sont de purs produits d'une République qui refuse à des millions de gens la dignité à laquelle ils aspirent, et que certains croient trouver dans une violence fatale, en s'enfermant dans une identité fantasmée, dont ils ont pu considérer qu'elle était la seule qu'ils avaient à portée de la main. Telles sont les conséquences terribles de l'exclusion, tant économique et sociale que politique, de générations entières.

Mais on peut bien essayer de comprendre pourquoi une lézarde s'est formée dans le mur. Quand on l'aura compris, cela n'empêchera pas pour autant à soi seul la maison de s'écrouler. Il n'y a pas de temps à perdre. La pensée doit se frayer un chemin dans cette tempête. Dans tout ce fracas, il doit être possible de faire entendre un discours articulé. Au travail !

● Laurent Lévy



Abécédaire pour une subversion citoyenne

Préambule

Souvent les marxistes ont été accusés d'utiliser une langue de bois parce qu'ils disposaient d'une théorie globale qui leur paraissait incontestable. Celle-ci non seulement leur fournissait des mots et des concepts utiles pour comprendre le monde, mais aussi des mots-slogans, des mots passe-partout, des explications toutes faites, qui pouvaient les dispenser d'avoir à étudier le monde pour le comprendre. Pour contrecarrer le travers connu des communistes d'avoir toujours "réponse à tout", Brecht proposait d'établir une liste des questions auxquelles nous n'aurions pas de réponse.

Nous ne sommes plus dans cette situation aujourd'hui.

Parfois, ceux qui se rattachent à cette famille de pensée donnent au contraire le sentiment de ne plus avoir réponse à rien.

La nouvelle langue de bois qui domine aujourd'hui n'a rien à voir avec celle des révolutionnaires d'hier parfois enclins au dogmatisme. Cette langue de bois, que nous préférons appeler "langue de contre-plaqué", est celle des dogmatiques d'aujourd'hui, des thuriféraires - au sens propre : porteurs d'encensoir - du capitalisme qui répètent toujours les mêmes formules, quand bien même la réalité leur oppose le plus dur des démentis.

Dans un cas comme dans l'autre, le dogmatisme, comme le faisait remarquer Henri Lefebvre, naît de la propension (somme toute humaine) à prendre les vérités partielles auxquelles on est attaché pour l'absolu de la vérité. Il consiste à répéter. Or, à force d'être répétée une vérité finit par se changer en erreur. L'instrument se fausse s'il n'est pas accordé. On peut parfois devenir prisonnier de ses propres outils... Parmi ceux qui nous concernent, certains sont peut-être à laisser tomber, d'autres à remettre à neuf, d'autres encore à inventorier, voire à inventer.

Un peu partout sur la planète une pensée progressiste et transformatrice tente de se reconstituer. De nouvelles synthèses s'esquissent. Un vocabulaire est peut-être en train d'émerger dont nous pourrions tenter d'établir un *Abécédaire provisoire*.

Quels sont les mots de cet abécédaire ? Des mots qui désignent des faits nouveaux et avec lesquels il faut compter. Des noms, parfois aussi, pour ce qu'ils signifient d'un mou-

vement de l'action et de la pensée. Des concepts, aussi, bien sûr. Mais pas seulement. Les grandes idées se réduisent rarement à leur concept. Quand elles prennent corps et se révèlent capables de mettre en mouvement des femmes et des hommes, quand elles deviennent "forces matérielles" pour reprendre l'expression ancienne, ce ne sont plus seulement des idées abstraites, mais des *idées-sentiments*. (Cette notion d'*idée-sentiment* a été formulée par le poète Léopold Sédar Senghor, quand il réfléchissait au mouvement de la culture, et à l'apport de la négritude à la civilisation. Mais elle peut s'appliquer à de tout autres champs).

Les idées-sentiments, ce sont des idées auxquelles s'attachent des émotions, des sensations, des rêves... Ce que de manière un peu passe-partout aujourd'hui on appelle des "valeurs". Ce sont elles qui définissent l'existence dans la société d'un courant culturel, susceptible de porter la société à se mettre en mouvement. Elles devraient trouver leur place dans cet abécédaire. Celui-ci ne peut que résulter d'un travail collectif, au moins en ce qu'il suppose d'essayer de lire les uns et les autres, d'en faire notre profit et de proposer des esquisses de synthèse... Pour une subversion citoyenne.

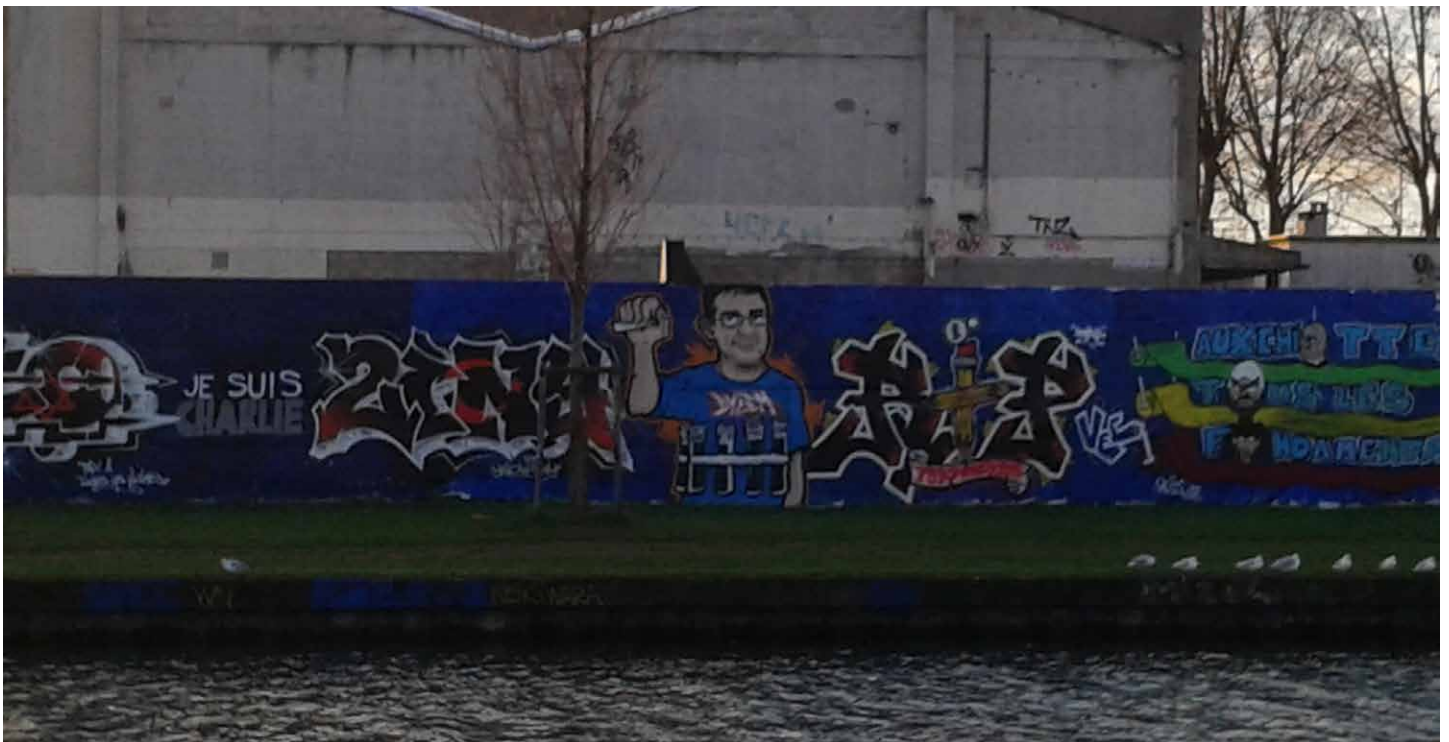
Un peu partout sur la planète une pensée progressiste et transformatrice tente de se reconstituer. De nouvelles synthèses s'esquissent. Un vocabulaire est peut-être en train d'émerger dont nous pourrions tenter d'établir un Abécédaire provisoire.

● Patricia Latour - Francis Combes





Graphs réalisés au bord du canal de l'Ourcq, Bobigny (93), janvier 2015.



Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr

